

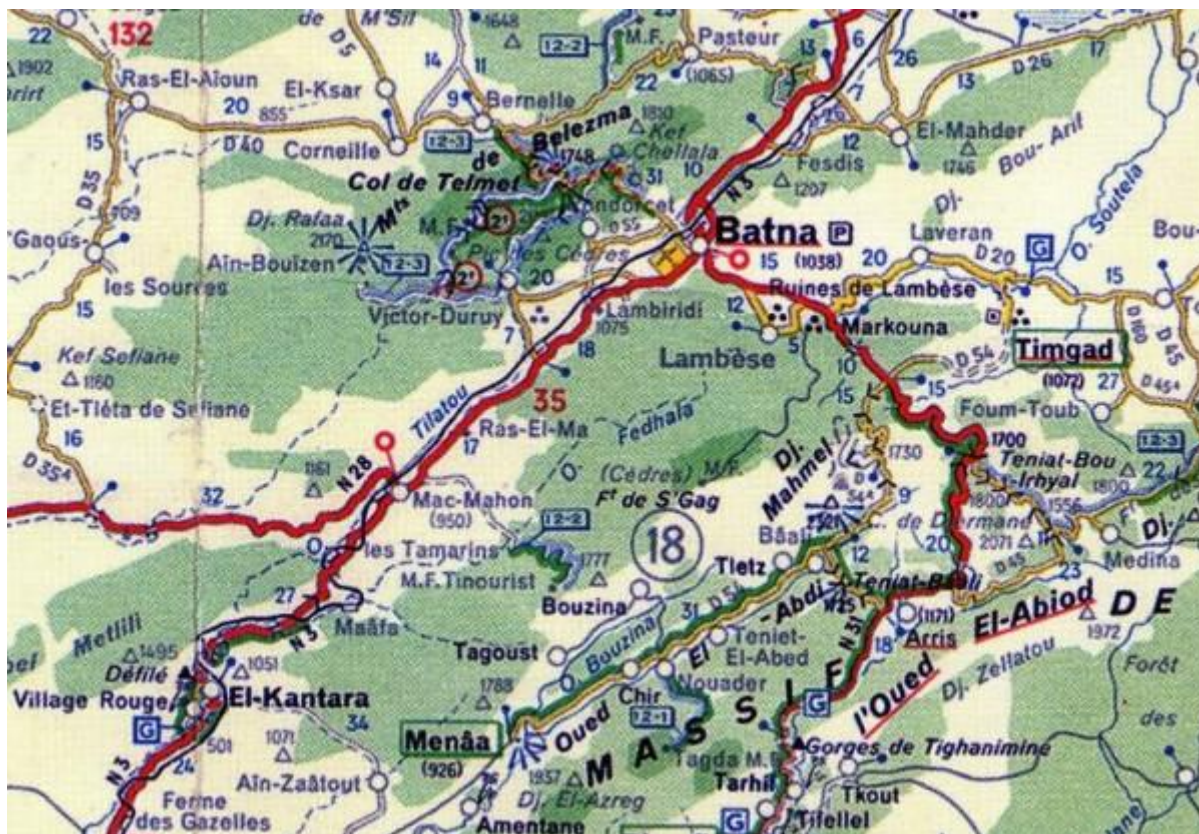
INFO 451 ARRIS

« **NON** au 19 mars »

VOICI quelques articles de presse ou de contributeurs retenus à votre attention :

1/ La ville d'ARRIS :

Ville de l'Est algérien située dans le massif de l'Aurès et culminant à une altitude de 1 052 mètres. ARRIS est distant de sa préfecture BATNA de 66 kilomètres au Nord-ouest.



L'archéologue berbérisant E. Masqueray traduit ARRIS par « les Terres blanches », désignation que l'environnement ne justifie pas vraiment, sa tonalité étant plutôt grisâtre, si ce n'est par comparaison avec d'autres paysages aurasiens qualifiés, eux, de « rouges » (Tizougarine, Izouharène...).

HISTOIRE

-Ancienne :

La ville est très ancienne. ARRIS était un chef-lieu des Gétules (Zénète)s Berbères qui se sont soulevés contre Rome. À l'époque, les historiens les appelaient les Maures. Il s'agit d'une population qui était établie dans la région depuis longtemps. On sait maintenant que les Gétules, au départ, étaient concentrés dans l'ancienne Libye et après ils se sont multipliés. On trouve deux catégories de populations, les romanisés (citoyens romains) et les non romanisés (rebelle ou maures ou peuple barbares). Les recherches nous révèlent l'importance des inscriptions trouvées à Arris. Ces inscriptions datent d'entre le dernier quart du 5^e siècle et le début du deuxième tiers du 6^e siècle.

MASTIES était le chef des Aurès. Dans l'inscription découverte à ARRIS, il mentionne sa foi chrétienne et se proclame « empereur » des maures et des romains de la région.

L'apparition des Vandales dans la région a été attestée par les historiens, mais Masties s'était libéré de leur domination et le monument érigé par Vartaia rend hommage à la mémoire de feu Masties, « inflexiblement fidèle à l'idée romaine et aux formes du gouvernement impérial », selon Carcopino.

Parmi les autres princes et chefs des Aurès, Tacfarinas était un chef rebelle. Cousina était un chef rebelle, il avait une mère romaine au 6^e siècle, vers 533 à 563, d'après Corripus. Les deux figures historiques de la région des Aurès au début de la conquête de l'Afrique du Nord par l'islam sont Kocila des Aurébas et la reine des Djerawas Dihiya, dite la Kahina.

Enfin, c'est à un kilomètre à l'ouest de SANEF, à peu de distance de la nécropole mégalithique mentionnée ci-dessus et non loin de la guelaa de Larara ou El Arara, aujourd'hui disparue, qu'a été découverte en 1941 une inscription latine du 6^e siècle

révélaient l'existence en ce lieu du tombeau du *dux* et *imperator* Masties, dont la souveraineté semble s'être étendue en direction de l'ouest, à la fin de la période vandale, bien au-delà des limites du massif aurésien.

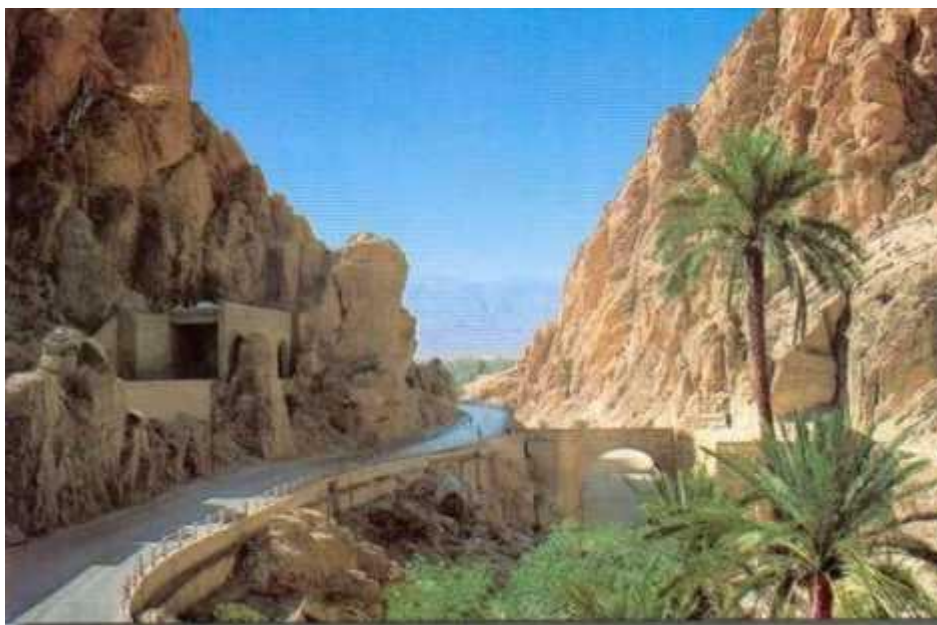
L'économie de la vallée reposait principalement alors sur l'irrigation, qui était assurée par un canal partant de la base du piton sur lequel était établi l'ancienne *guelaa* d'ARRIS et se prolongeant jusqu'à Tighanimine. Elle permettait alors la culture des céréales et surtout celle de l'olivier que les agronomes modernes ont sans grand succès tenté de faire revivre dans la pépinière expérimentale d'Arris.

Nous savons relativement peu de choses du passé lointain de la haute vallée. De la période anté-islamique il subsistait encore voici une quarantaine d'années une nécropole mégalithique à l'extrémité occidentale de la plaine d'Arris : ses tombes en forme de chouchet n'ont jamais été fouillées. Exploitées comme carrières dans une région où l'on a beaucoup bâti depuis un demi-siècle, elles ont à peu près complètement disparu.



-Turque :

Les trois siècles turcs semblent avoir été des temps relativement paisibles pour les montagnards de l'Aurès en général et particulièrement pour les gens des Ouled DAOUD, appelés communément Toucha. Ceux-ci ont pu se flatter d'avoir interdit aux petits détachements chargés d'assurer la relève de la garnison de BISKRA le passage dans leur vallée ; mais il est peu concevable que les Turcs aient eu l'idée d'emprunter l'un des itinéraires de montagne qui permettait d'éviter l'étranglement de Tighanimine, alors que, pour passer du Tell au Sahara, deux voies faciles s'ouvraient à eux, l'une par la vallée de l'oued ABDI, l'autre par la trouée de BATNA et la brèche d'El KANTARA, cette dernière empruntée par le commerce caravanier.



El Kantara

S'il ne s'agissait pour les Turcs que d'aller prélever le tribut — et il ne semble pas que les TOUABA aient réussi à s'y soustraire — il n'était pas nécessaire de pénétrer au cœur de la montagne : il suffisait aux forces réunies par le bey chaque année à cet effet de s'installer dès la fin du printemps au milieu des terres à céréales que les montagnards possédaient sur le versant tellien. En présence d'un tel déploiement de moyens à cet endroit et à cette époque de l'année, les montagnards devaient nécessairement s'incliner.

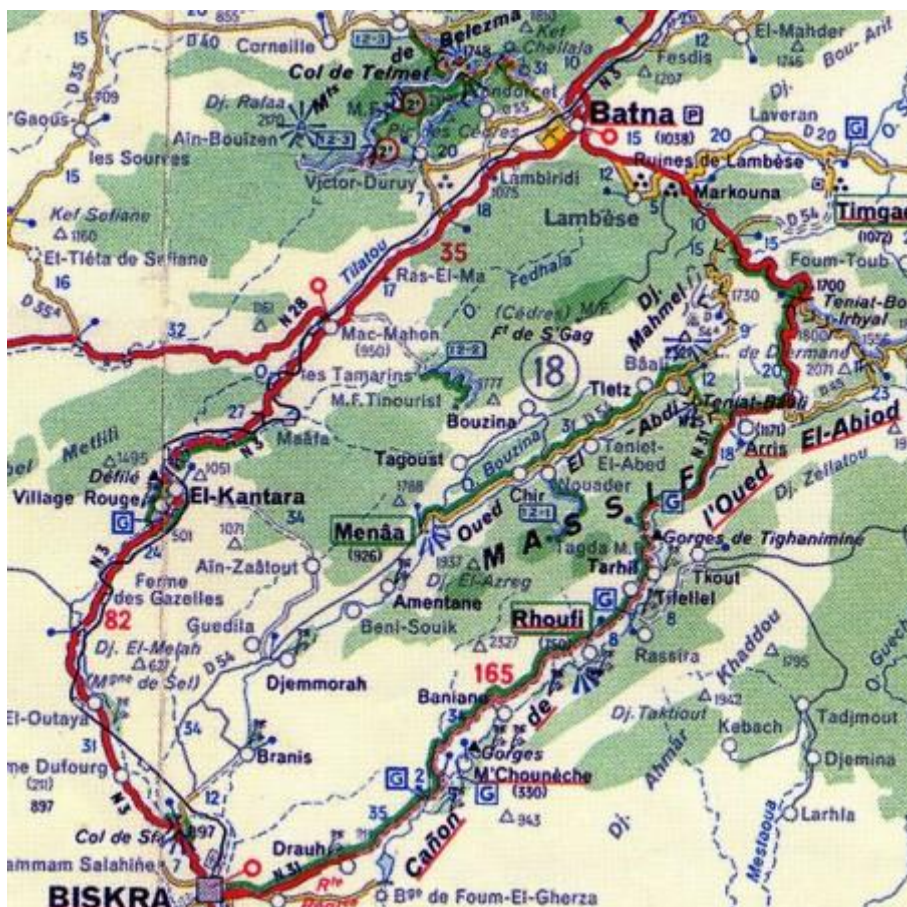


-Française :

C'est, semble-t-il, en 1850 que l'on voit apparaître pour la première fois le nom d'Arris dans un document écrit. Cette année-là, au début du mois de juin, une importante colonne militaire placée sous les ordres du général de SAINT ARNAUD, le futur organisateur du coup d'État qui allait rétablir le pouvoir impérial le 2 décembre suivant, avait descendu la vallée de l'oued EL-ABIOD, au retour d'une expédition qui, de BATNA, l'avait conduite jusque dans les lointains NEMENCHAS.

Sur cette expédition, nous disposons tout d'abord du journal de marche que tient toute troupe en campagne accompagnée d'un plan, le tout étant l'œuvre d'une équipe de spécialistes placés sous l'autorité du colonel CARBUCCIA, commandant en second.

Curieusement orthographiée « Harris », le nom figure sur un croquis de la vallée comme l'un des villages aperçus à distance par la colonne entre MEDINA, son point de départ le 8 juin et SANEF son point d'arrivée le même jour. Mais ni Arris, ni Sanef, ni aucun des autres lieux repérés n'étaient réellement des villages. C'étaient de ces greniers collectifs, désignés en arabe sous le nom de « guelaa » ou de « qala'a », très caractéristiques du mode de vie de certaines collectivités montagnardes présahariennes, vivant à la fois de l'élevage du petit bétail (ce qui leur a valu l'appellation de « chaouïa », c'est-à-dire de bergers) de céréaliculture intensive et extensive, d'arboriculture et de jardinage grâce à une utilisation méthodique des ressources hydrauliques.



Astreints de la sorte à de nombreux déplacements saisonniers de la plaine à la montagne et inversement, les habitants de la vallée ont été conduits à préférer la tente de laine à la maison de pierre et à mettre à l'abri en certains lieux, dans des entrepôts à allure de forteresse pouvant comporter plus d'une centaine de cellules individuelles, leurs biens et leurs provisions, plutôt que de s'en embarrasser dans leurs déplacements.

Dans la haute vallée de l'oued EL-ABIOD, il y avait autrefois plus d'une vingtaine de guelaa appartenant à la tribu des Ouled DAOUD, les unes échelonnées à faible distance, au-dessus du lit de la rivière, d'autres groupées au nombre d'une dizaine auprès de celles d'ARRIS et de SANEF.



Vallée d'EL ABIOD

Quand en juin 1845 les TOUABA avaient vu arriver la colonne Bedeau à Medina, c'est-à-dire à quelques heures de leurs greniers collectifs, ils avaient rapidement estimé toute résistance inutile, sachant ne pouvoir compter que sur leurs propres forces et ils avaient fait acte de soumission pour éviter le pillage de leurs biens. En 1850 le but essentiel de l'expédition du général de SAINT ARNAUD avait été d'obtenir le renouvellement de leur allégeance. A partir de là, environ un quart de siècle s'écoula d'assez complète tranquillité. L'éloignement, le relief, le climat mettent les habitants de l'Aurès à l'abri et leur permettent de conduire librement leurs affaires, avec la seule obligation de payer l'impôt. La grande insurrection de 1871 ne les toucha pas et pourtant elle s'étendit sur les hautes plaines sud-constantinoises de parler « chaouïa » comme eux-mêmes : preuve que la différence était beaucoup plus dans les modes de vie que dans la façon de s'exprimer.

C'est seulement en 1879 que la haute vallée de l'oued EL-ABIOD connut des troubles, conséquence vraisemblable d'une méconnaissance du pays et des hommes : ces Lehala considérés comme les principaux responsables de l'agitation. Les insurgés qui s'en étaient pris aux familles caïdales traditionnelles — dont elles avaient certainement lieu de se plaindre — perdirent quelques centaines des leurs, morts de soif dans une fuite au désert et leurs meilleures terres de Medina en application du principe de la responsabilité collective : leurs descendants ne l'oublieraient jamais.



ARRIS

Dans les années qui suivirent une analyse inexacte de la situation jointe à la forte pression du milieu colon amena l'administration à étendre le territoire civil. Ainsi fut créé en 1885 l'arrondissement de Batna par distraction d'une très

importante partie du sud-constantinois jusqu'alors administrée par les militaires, bien que le peuplement européen en fut extrêmement faible. L'année suivante, les deux vallées de l'oued Abdi et de l'oued EL-ABIOD constituèrent le territoire d'une nouvelle commune mixte, appelée commune mixte de l'Aurès dont le siège fut fixé non pas en son centre mais à sa périphérie : Tazoult ou Lambèse se trouve en effet à une dizaine de kilomètres de Batna et était alors à près de deux jours de marche du pays TOUABA. De la sorte celui-ci continua de connaître une très large indépendance. Les choses ne se modifièrent que dans les toutes dernières années du siècle.

Les Français ont choisi la plaine d'ARRIS pour en faire un siège principal dans les Aurès. Jusqu'en 1886 un Bureau Arabe fut installé à ARRIS, dans un bordj élevé au pied du village indigène.

En 1886 on supprima le Bureau Arabe et l'on répartit le territoire de l'Aurès en trois communes mixtes ; le bordj revint aux Pères Blancs des missions d'Afrique, qui le transformèrent en école pour les enfants des chaouias du voisinage.

En 1895, on construisit tout auprès un hôpital destiné aux indigènes, desservi par les Sœurs des Missions d'Afrique (de Monseigneur Lavigerie), sur le modèle des hôpitaux des ATTAFS et d'OUARZEN.

L'Hôpital fonctionne très régulièrement ; les CHAOÛIAS viennent volontiers s'y faire soigner ; cette heureuse institution rend les plus grands services ; elle fait sentir aux habitants les bienfaits de l'influence française ; c'est le meilleur moyen de les gagner à notre cause.

Il y a maintenant à ARRIS, avec l'hôpital, l'habitation du médecin, la maison des Pères Blancs, un petit village français, le seul de l'Aurès.

Centre principal des Ouled DAOUD avec ses dix guelaa qu'un réseau très dense de chemins reliait aux extrémités du territoire de la tribu mais aussi aux deux vallées voisines ; lieu de rassemblement des vivants à certaines époques de l'année mais aussi des morts avec ses cinq cimetières, l'endroit devint à la suite de l'installation des missionnaires un relais pratique et de plus en plus utilisé pour les relations entre les différents services publics et les montagnards. C'est déjà là qu'à l'automne s'effectuait la perception de l'impôt. C'est là que le cadî viendrait tenir ses audiences, et qu'à cette occasion s'organiseraient un petit marché. C'est là qu'après la disparition officielle de la tribu et la création des douars viendraient s'installer quelques-uns des nouveaux caïds, que serait construite la première maison forestière et par la suite la gendarmerie.



Pères Blancs

Entre-temps, après le rattachement survenu en 1912 des tribus des Beni Bou-Slimane et de l'Ahmar Khâddou demeurées jusqu'alors en territoire militaire, rattachement qui avait déporté vers l'est le centre de gravité de la commune mixte, le transfert à son siège ne pouvait être différé plus longtemps. Il se ferait en 1916 au prix du départ plus ou moins forcé des pères et des sœurs, l'hôpital étant alors fermé et ses bâtiments transformés pour servir de résidence à l'administrateur et faire place à des bureaux.

A ARRIS guelaa, puis à ARRIS hôpital, a donc succédé ARRIS centre administratif. « C'est la capitale, écrit O. Keun en 1918, puisque l'administration et les adjoints y habitent, mais une capitale en formation. Elle n'a point encore d'école ; son bureau de poste est dans une petite chambre du (nouveau) bordj et c'est à peine si on y rencontre deux ou trois pauvres boutiques européennes... »

Quelques années plus tard, nouvelle transformation « ARRIS est une création ex-nihilo de nos administrateurs. Ce petit bourg de 73 Européens occupe une langue de terre surélevée et déclive, sorte de promontoire entre deux affluents de l'oued EL ABIOD.... Dès l'entrée une gendarmerie nationale toute neuve et polychrome, des écoles à foison, une recette postale, un hôpital, des villas édifiées des deux côtés d'une large voie centrale, des arbres vigoureux, des courants d'eau limpide, des fontaines, le soir l'électricité. Enfin ARRIS possède un hôtel digne de ce nom. »

Un grand administrateur est passé par là dans les années trente. Son nom, Jean RIGAL, mérite d'être retenu.

Cela tient à plusieurs facteurs : en 1916, l'ouverture de la route jusqu'à l'hôpital qui va rompre l'isolement, rapprocher la ville, permettre le développement des transactions, ouvrir aux montagnards des perspectives nouvelles puis l'extension de la cité administrative qui va créer des emplois, donner du travail, susciter des entreprises artisanales ou commerciales. Mais la cause principale de la sédentarisation généralisée des Touaba a probablement résidé dans la fermeture des forêts au petit bétail et spécialement à la chèvre.

L'élevage caprin tenait une place très importante dans l'économie locale, il procurait des ressources et il occupait de façon diverse hommes, femmes et enfants ; mais de cette façon, le principal obstacle matériel à la scolarisation des enfants aura été levé, ce qui ne sera pas, bien sûr, sans conséquence sur l'évolution des montagnards.

La petite ville ne fera guère parler d'elle jusqu'à ce jour de novembre 1954 où le monde apprendra que la montagne s'est insurgée, que les autorités locales se sont trouvées bloquées pendant quelques heures ou quelques jours et que l'un des principaux chefs de la révolte qui va conduire l'Algérie à l'Indépendance, Ben Boulaïd Mostefa, est un homme de la vallée.



ARRIS, Novembre 1954

Une automitrailleuse patrouille dans une rue d'Arris, le 8 novembre 1954, une semaine après la vague d'attentats qui a secoué tout le territoire algérien. Très tôt le matin, le lundi 1^{er} novembre, un autocar assurant la liaison Biskra-Arris, au cœur du massif de l'Aurès, est attaqué par les combattants du FLN. Le caïd de M'Chounèche, Hadj Sadok, favorable à la présence française, est tué d'une rafale de mitraillette qui atteint également l'épouse et Monsieur Guy Monnerot, un jeune instituteur français récemment nommé dans la région ; celui-ci devait décéder de ses blessures. Arris fait alors partie de ces petites villes encaissées dans les montagnes de l'Est algérien, pratiquement désertées par l'administration française. Le 1^{er} novembre, après l'attaque de l'autocar, les hommes du FLN ont même réussi à l'encercler pendant plusieurs heures. Puis les renforts sont arrivés, ainsi que de nombreux journalistes, comme celui qui a pris cette photographie.



Le lieu où tout a commencé...

Ces attentats, qui devaient épargner les civils, font huit morts, parmi lesquels le jeune instituteur français précité, Dès le lendemain, le gouvernement Mendès France et son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, organisent la répression

contre-terroriste dite de "remise en ordre intérieure". Toutefois, l'expression ne dupe pas longtemps l'opinion : c'est bien une guerre qui vient de débuter en Algérie.



Ce fut le premier accrochage de l'histoire de la rébellion algérienne. Il eut lieu le 29 novembre 1954 près d'ARRIS, dans l'Aurès. Ce jour-là, les parachutistes du 18e R.C.P., commandés par le colonel Ducournau, anéantirent, après un violent combat d'une dizaine d'heures, une bande de vingt-trois hommes vêtus d'uniformes et équipés d'armes de guerre. Des paysans devaient identifier, le lendemain, le cadavre du chef : un certain Grine Belkacem, qui défraya la chronique judiciaire du Constantinois dans les années 1950-1951.



Arris

L'AURES n'est situé qu'à 100 km environ de Constantine. Il semble aisément accessible : le chemin de fer de BISKRA suit tout son rebord oriental ; au pied de son versant Nord, s'alignent une série de petites villes françaises et de villages : BATNA, LAMBESE, KHENCHELA, où aboutissent les toutes des Hauts Plateaux. En dépit de ces conditions favorables, l'Aurès est peu fréquentée par les Européens et assez mal connu.

La forte altitude des montagnes et les difficultés des passes qui conduisent aux plaines élevées de l'intérieur l'ont toujours protégé contre la pénétration des influences étrangères



Arris

LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE RURALE EN 1956 (Source Denis BOGROS-1927-2005)

Dans mon mémoire d'entrée, j'ai tenté de faire le point de cette question en étudiant le processus de « détribalisation » en Algérie. La description que j'en ai faite est amère sans doute, mais elle permet de faire justice d'un certain nombre d'idées anciennes et erronées qui traînent encore parfois dans notre administration. Dans son « Algérie 57 » d'autre part, Madame Germaine TILLION a décrit, avec autorité, l'état des populations algériennes en 1957 et a employé pour le caractériser le mot, qui a fait fortune, de « Clochardisation ».



Germaine Tillion

Détribalisation ? Les cadres traditionnels ont disparu au cours de notre siècle d'administration : le fait est là ! Le fait qu'il faut bien accepter dans sa brutalité. En 1956, non seulement la population était sous-administrée, mais elle ne possédait plus de cadres sociaux.

On peut vivre sans administrateur - fort bien même (je connais certaine tribu de l'Atlas qui ne voyait l'Officier "Affaires Indigènes" qu'une fois par an, et ne s'en plaignait pas). Mais, on ne peut vivre sans cadres sociaux (et cette même tribu en possédait de fort solides). Car alors la société devient anarchique, elle ne joue plus qu'en faveur des intrigants. Après la sous-fraction, c'est la famille patriarcale qui est atteinte. C'est le tour ensuite de la pauvre famille conjugale (frappée de la polygamie des pauvres).

Alors, c'est la « Clochardisation », car le phénomène se complique et se précipite par le jeu du facteur économique. L'économie traditionnelle de subsistances s'effondre, sans se renouveler. C'est la chute irrémédiable qui porte atteinte même à la personnalité de l'individu.

Le folklore disparaît - chants - costumes - Venant du Maroc rural, une des choses qui frappe le plus, c'est de découvrir en Algérie une population habillée de friperie. La friperie est un des commerces les plus florissants sur les souks algériens-. Une des expériences les plus attristantes à faire c'est d'avoir à ré-enseigner à ces pauvres hères l'usage du Bendir (tambourin), et les convenances qui entourent d'ordinaire en tribu le festin du Méchoui. L'artisanat lui-même est atteint. Il se fige à son niveau inférieur : le tissage de Tellis et de quelques méchants burnous. Le niveau de vie dégingole et il n'y a plus, dans la société rurale, de possibilité de remonter la pente. En vérité, nous sommes bien au niveau du « clochard ».

Ce que je viens de décrire peut être observé, ou mieux, pouvait être observé (Révolution = personnes déplacées = accélération de la chute du niveau de vie) dans tout le Constantinois en 1956. Mais avec des degrés divers. C'est ainsi que dans l'Aurès (et bien que ce soit là-haut que Mme TILLION semble avoir fait ses observations) le processus n'est pas encore arrivé à son terme. Si économiquement il semble être atteint, socialement il resté encore quelques cadres, qui permettent – toutes choses égales d'ailleurs - de mieux supporter la misère. Au contraire, sur la frontière de l'Est, sur les hauts plateaux,

nous sommes au terme. Bien sûr, et c'est conforme au processus classique, quelques familles plus solides survivent à cette égalisation par la misère dans une aisance relative et cependant choquante (choquante parce qu'elle est fondée, bien souvent, sur la spoliation des plus faibles, le trafic du pouvoir politique, voire sur l'usure - cas peu fréquents).

Mais, si telle avait été la situation de la société algérienne rurale en 1956, le problème aurait été très simple : la lutte contre la sous-administration par les S.A.S. signées Soustelle :

- Quelques chantiers de "charité", des distributions de semoule et de friperies nobles (provenant de quelques collectes en Métropole)
- Voire une ferme et salutare répression,

auraient satisfait nos esprits, tranquilisé nos consciences et, peut-être, rétabli la paix ... pour dix ans !

Mais ma description est incomplète. Car cette population subissait en 1956 et ce, depuis plusieurs années, un phénomène de ré-encadrement spontané et clandestin ; mais, hélas, contraire à notre autorité et, je le pense sincèrement, contraire à l'intérêt de nos populations. Ce ré-encadrement était l'oeuvre de la rébellion. Il revêtait un double aspect : militaire et politique. Cet encadrement que l'on peut qualifier de « révolutionnaire » (en éliminant de prime abord tout ce que cet adjectif peut avoir de résonances marxistes aux oreilles de certains), cet encadrement, dis-je, est fort bien connu actuellement. Des militaires plus qualifiés que moi vous en parleront sans doute. Retenons qu'il existait déjà en 1955 et que - quoique récent - il faisait indéniablement pencher le peuple du côté des hors-la-loi. Cet encadrement avait toutefois des formes différentes et des succès mitigés, d'une région à l'autre car, bien que se révélant à nous par des appellations standardisées, il lui fallait bien - lui aussi - s'adapter aux contingences locales.

C'est ainsi que dans l'Aurès berbère, encore quelque peu tribalisé, cette organisation avait dû se contenter, après une courte période d'unanimité, de noyauter un des deux çoffs ; l'autre étant généralement du côté de l'administration. La S.A.S. de Medina, dans la Commune-Mixte d'Arris, au pied du Djebel Chelia (sommet de l'Algérie), avait en 1956 une Harka de 100 fusils dont 70 au moins étaient tenus par des Boussaad et des Guerza, et dont le Garant-Boussaad Salah était le beau-frère du chef rebelle Ben Boulaïd Mustapha (†). En revanche, la rébellion se recrutait, dans ce douar Ichemoul, dans la famille maraboutique de l'autre çoff, les Azzoui. Cette harka était très solide, elle était opérationnelle.

Par contre, dans l'Est frontalier, sur les hauts-plateaux, où la détribalisation a atteint son terme ; ainsi que la « clochardisation », l'administrateur venant du Maroc berbère devait constater - marri et navré - que les çoffs qu'il avait réussi à rétablir dans l'histoire de la tribu étaient totalement inconnus des rebelles, qui avaient une fois pour toutes classé ces vieilles histoires (cette détribalisation mérite cependant un léger correctif. que je donnerai plus loin).

Evidemment, puisque les çoffs et clans historiques n'avaient plus de réalité sociale, ne parlons pas du clan fictif des « anciens militaires » qui n'a jamais existé que dans l'esprit d'Administrateurs cocardiers et de colonels en retraite,

Au total, le brave soldat envoyé en 1956 pour « pacifier » (on avait inventé le nom de la doctrine en attendant d'inventer celle-ci), le brave soldat administrateur se trouvait plongé dans une foule d'individus ou de clochards, où il jouait au jeu « du gendarme et du voleur », avec l'impression désagréable d'être un policier sans vocation, maintenant l'ordre dans une population indifférente, voire complice, du voleur. C'est très déplaisant - et c'est inefficace,



Arris vue des terrasses

Le séchage des abricots en Aurès :

Si le rustique olivier enveloppe l'Aurès d'un prestige millénaire et s'il contribue à recréer l'ambiance rurale romaine, il a, par contre ses exigences culturelles. L'abricotier, lui, n'en a presque pas. Qu'il éclaire de ses petits lampions odorants la pénombre gothique des oasis présahariennes, comme à RHOUI, MCHOUNECH, DJEMORAH, ou qu'il voisine avec les puissants noyers, dont, la silhouette méditerranéenne domine les jardins de l'Aurès septentrional, partout il offre généreusement ses savoureuses récoltes. Il est vraiment l'arbre-roi.

Aussi les Chaouïas font-ils une grande consommation de ses fruits, qui sont vraiment l'un des éléments essentiels de leur alimentation.

Les jours de fête, notamment pour la célébration du printemps et à l'occasion des pratiques rituelles qui marquent le début des labours, le plat régional des Aurès : la TACHEKCHOUKHT parfume les logis de la senteur mêlée des abricots, des tomates et des épices qui cuisent avec la viande sur les trois pierres du Kanoun et, au repas, toute la famille assemblée se régale de cette piquante MERGA, que l'Aurasienne verse sur une galette très fine, coupée en menus morceaux, enveloppée encore d'un onctueux arrosage de beurre fondu.

Presque tous les jardins ont, d'ailleurs, leurs abricotiers. Au printemps, hommes, femmes et enfants procèdent ensemble à la cueillette. Les fruits sont étalés, soit sous l'arbre même, sur des nattes d'alfa ou sur des claies en feuilles de palmier, soit sur les terrasses des maisons qui semblent, de loin, parées de tapis éclatants.

Malheureusement, les fruits n'étant pas triés, ceux qui sont tachés contaminent les autres. Les Chaouïas le savent bien. Mais c'est là, pour eux, l'une de ces choses, contre lesquelles on ne peut rien et ils se résignent à faire la part du feu.

Au bout d'une huitaine de jours, les abricots sont secs. Hommes et femmes en emplissent alors soit des paniers quelconques, soit, lorsqu'on possède une belle récolte, de grandes amphores (azraâth). Ces réserves sont entreposées dans la chambre à provisions de la maison ou dans celle du grenier commun : la guelaâ. Elles assureront le ravitaillement familial d'une récolte à l'autre.

Extrait du site : http://alger-roi.fr/Alger/documents_algeriens/monographies/pages/6_sechage_abricots.htm

Personnalité locale :

BEN BOULAÏD Mostefa est né le 5 février 1917 à ARRIS au sein d'une famille aisée des AURES. En 1939, il accomplit le service militaire obligatoire et est mobilisé durant la Seconde Guerre mondiale. Pendant la campagne d'Italie, en 1944, il se distingue par son courage, ce qui lui vaut la médaille militaire et la croix de guerre 1939-1945.

Démobilisé au grade d'adjudant, il regagne sa ville natale, il milite dans les rangs du Parti du peuple algérien (PPA). Il joue un rôle important dans l'Organisation spéciale (OS), à l'intérieur de laquelle il mène une intense activité de formation politique et militaire des jeunes. Il commence à se procurer des armes en les achetant avec ses propres deniers et participe à l'hébergement des militants pourchassés par les autorités.



Ben Boulaïd et avec lui le groupe des historiques. Photo prise juste avant le déclenchement de la révolution du 1^{er} novembre 1954

Membre du comité central du PPA-MTLD. Il rompt avec les membres de ce comité lors de la crise qui a opposé les centralistes à MESSALI. Il est l'un des fondateurs du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA). Il préside la « réunion des 22 » du 25 juin 1954 à Alger, qui vise à établir une vision uniforme autour de la question du déclenchement de la lutte armée. Il est responsable de la zone 1 des Aurès, lieu qui mobilise fortement l'armée française et connu pour avoir payé un lourd tribut pendant la guerre d'Algérie. Il est l'un des membres du « Comité des six » chefs insurrectionnels. Il est à la direction des opérations du déclenchement de la Guerre d'Algérie du 1^{er} novembre 1954 dans la région des Aurès.

Arrêté le 11 février 1955 à la frontière tuniso-lybienne, Ben Boulaïd, commandant de la Wilaya 1 et surnommé « le lion des Aurès », est jugé et condamné à mort le 21 juin de la même année.

Mustapha BEN BOULAÏD revenait d'un voyage qu'il avait entrepris pour se procurer des armes. Il est arrêté le 11 février 1955, à la frontière tuniso-lybienne par des militaires français. Ces derniers trouvent sur lui des papiers qui confirment qu'il est bien le chef de l'insurrection dans l'Aurès. Ils contenaient aussi tous les détails de l'organisation qu'il avait mise sur pied.

Le 21 juin de la même année, il est jugé par le tribunal militaire de Constantine et condamné à la peine de mort. Il est emprisonné dans la prison centrale de Constantine d'où il s'évadera le 4 novembre 1955 avec plusieurs autres détenus dont Tahar Zbiri grâce à la complicité d'un gardien de prison, Djaffer Chérif, issu de sa région natale. Au cours de cette évasion un de ses compagnons chute, se blesse et sera par la suite guillotiné. C'est en commun accord, au tirage au sort, que l'ordre d'évasion s'est déroulé.

BEN BOULAÏD regagne le massif où règne l'anarchie depuis son arrestation et remet de l'ordre dans son administration. « En trois mois, Ben Boulaïd réussit à établir des liaisons avec Zighout Youssef (responsable des massacres du 20 août 1955 dans le Constantinois et notamment à EL HALIA) et son adjoint Ben TOBBAL, chefs de la zone de Constantine »

Mais le 27 mars 1956, alors qu'il manipule un colis (un poste radio piégé parachuté par l'armée française selon la version officielle), une forte explosion le tue, ainsi que deux de ses compagnons. L'Aurès est privée de la seule tête capable de réaliser l'union des montagnards.

La version officielle est souvent contestée, notamment par l'un de ses compagnons d'évasion, Tahar ZBIRI qui a déclaré que d'autres personnes étaient impliquées dans ce coup monté. Certains vont jusqu'à accuser Krim BELKACEM d'avoir fomenté le piège.

Selon le site web Histoire en question, les services spéciaux français avaient organisé une mise en scène pour larguer l'émetteur-récepteur radio qui devait tomber entre les mains de BEN BOULAÏD. « L'avion largua d'abord deux chargements de riz. Suspendus aux corolles gracieuses des parachutes, les énormes ballots de ravitaillement atterrirent presque aux pieds des hommes des paras. Mais, au troisième passage, ce fut l'incident. Le parachute soutenant le troisième colis s'accrocha à la roulette de queue de l'appareil. Le parachutage était loupé. S'il parvenait à se détacher, le chargement atterrirait à des kilomètres de la dropping zone prévu en pleine zone rebelle. L'appareil radio perfectionné qui pendait au bout des suspentes du parachute allait grossir le butin des maquisards du chef rebelle BEN BOULAÏD.

Cette éventualité ne sembla émouvoir ni les officiers ni les hommes qui observaient la manœuvre avec curiosité mais sans fébrilité. Et pour cause. Toute cette opération était le fruit d'une soigneuse mise en scène imaginée par les services spéciaux français. Pour frapper à la tête l'état-major insaisissable de la zone rebelle de l'Aurès, le service Action du S.D.E.C.E. avait mis au point une opération très particulière que le capitaine commandant avait expliquée à ses hommes au bivouac de Menaa. Ce n'est que plusieurs mois après que les services spéciaux et les hommes du 11^{ème} « choc » apprirent le succès total de l'opération.

Comme prévu, les maquisards sortis de la forêt récupérèrent le poste et le firent parvenir à l'autorité suprême de la région. Le 27 mars 1956, celui-ci brancha le poste sur une batterie et tenta d'établir le contact. On ne retrouva rien du corps de BEN BOULAÏD.

Les spécialistes de CERCOTTES (Loiret) avaient remporté leur plus belle victoire. Car après la mort de BEN BOULAÏD, l'Aurès, berceau de la révolution, allait retomber dans l'anarchie. Il faudra attendre 1958, et encore, pour que l'Aurès retrouve un vrai chef et un semblant d'unité !

MONUMENT aux Morts

Le Mémorial a été rapatrié à Amboise (37) *Mémorial de l'Aurès et Harkis Morts pour la France*, Amboise était jumelée avec ARRIS.

Il n'existe aucun relevé des soldats "Mort pour la France" au titre de la Guerre 1914/1918.

MÉMORIAL DE L'AURÈS à AMBOISE

Ce monument a été érigé dans le cimetière de la rue des Ursulines, à l'initiative de l'Association Nationale du Mémorial de l'Aurès et des Harkis Morts pour la France.

Il fut inauguré le 19 avril 1997 par :

- Bernard DEBRÉ, Maire d'Amboise

- Jean DELANEAU, Vice Président du Sénat, Président du Conseil Général d'Indre et Loire
- Robert CHASTAGNOL, Président de l'Association du Mémorial de l'Aurès.
- Guy FORZY, Délégué aux Rapatriés
- Daniel CANEPE, Préfet d'Indre et Loire
- Le Colonel GUILLOUX, Délégué Militaire Départemental
- Mébarek BOUCHEKIOUA, membre fondateur de l'Association du Mémorial de l'Aurès.

Le monument est conçu dans l'esprit d'un jardin de recueillement de cent mètres carrés. Un déambulatoire en dalles d'ardoise encercle un espace de sable et de terre en provenance de la région de l'Aurès. Seize blocs d'ardoise portent chacun le nom d'un des douars composant la commune mixte d'ARRIS. Le mur d'enceinte de cet ensemble est réalisé côté intérieur en plaques d'ardoise et côté extérieur en pierres massives de Touraine. A l'intérieur et sur ce mur d'enceinte, des plaques en laiton portent les noms des soldats originaires de cette région morts pour la France.

Les cérémonies sont organisées traditionnellement le 25 septembre de chaque année.



Intérieur du monument - Photo C. METREAU



25 SEPTEMBRE 2013 - Photo Ville d'Amboise

SYNTHESE établie grâce aux sites ci-dessous :

ET si vous souhaitez en savoir plus sur ARRIS, cliquez SVP au choix, sur l'un de ces liens :

<https://www.youtube.com/watch?v=3jcOMuhygY>

<http://encyclopedieberbere.revues.org/2596>

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_1899_num_8_40_6127

<http://www.hemaridron.com/noir-1-en-algerie.html>

<http://www.histoire-en-questions.fr/querre%20algerie/terreur-ratissages-grine.html>

http://alger-roi.fr/Alger/documents_algeriens/monographies/pages/6_sechage_abricots.htm

<http://kahinaphotos.canalblog.com/archives/2009/06/13/13989393.html>

<http://www.miages-djebels.org/spip.php?article239>

http://www.babelouedstory.com/thema_les/inasse/12474/12474.html

<http://www.ucap-association.com/index.php/fr/archives/184-tighanimine-l-affaire-du-couple-monnerot-1er-novembre-1954>

<http://www.miscellanees.com/b/bogros05.htm>

<http://www.germaine-tillion.org/a-la-rencontre-de-germaine-tillion/biographie/1934-1940-ethnologue-dans-les-aures/>

[http://www.francegenweb.org/~wiki/index.php/Monuments_aux_morts_d%27Alg%C3%A9rie_avant_l%27ind%C3%A9pendance_\(1830_-_1962\)](http://www.francegenweb.org/~wiki/index.php/Monuments_aux_morts_d%27Alg%C3%A9rie_avant_l%27ind%C3%A9pendance_(1830_-_1962))

2/ Les Bureaux Arabes (Auteur X Yaconno)

Avant Propos

Les Français connaissent mal le pays qu'ils occupent et ses habitants. Leurs connaissances de la langue, la religion, la culture sont très pauvres alors qu'ils doivent vivre au quotidien avec la population. Ainsi naît l'idée de *bureaux arabes* qui permettraient d'établir un contact entre les autorités françaises et la population indigène.

Dès 1833, une première expérience est menée par capitaine Lamoricière dans la province d'Alger. En 1844, l'organisation des Bureaux Arabes est définie par un arrêté ministériel. Dorénavant ceux-ci sont un lien entre l'autorité militaire française et les indigènes. Les officiers travaillant dans ces bureaux doivent donner des renseignements sur l'esprit des populations, fournir ce qui est nécessaire à l'administration des tribus, surveiller que les impôts sont payés, rendre plus facile le prélèvement des terres pour la colonisation, assurer la police et rendre la justice.

Il existe une « direction centrale », des « bureaux divisionnaires » (bureau de province), des « bureaux de première classe » (bureaux de subdivision) et des « bureaux de seconde classe » (bureaux de cercle).

À tous les niveaux, ces bureaux sont subordonnés à l'autorité militaire. En 1870, il existe près de 50 bureaux avec un secrétaire arabe (« khodja »), un secrétaire français, un interprète, des officiers et souvent un médecin. La sécurité est assurée par un peloton de spahis. Les gens travaillant dans les bureaux arabes possèdent une réelle autorité qui dépasse les recommandations officielles et forcément cela entraîne certains abus. Certains officiers pratiquent une politique paternaliste, c'est-à-dire qu'eux seuls ont l'autorité pouvant ainsi créer et gérer les entreprises.

Les missions des bureaux arabes évolueront. Dans un premier temps, ils ont pour but de faciliter l'infiltration grâce au renseignement. Le contact avec la population et la compréhension de ses ressorts politiques sont essentiels à la colonisation du pays. Il s'agit par la suite d'administrer un pays qui avait été largement abandonné à l'anarchie tribale par l'administration turque.

Dans les bureaux arabes, de 150 à 200 officiers jouent le rôle de juges et de percepteurs des impôts. Beaucoup d'entre eux considèrent qu'ils ont une mission civilisatrice et que leur but est d'apporter le progrès et l'émancipation aux indigènes..

La chute du Second Empire lors de la guerre de 1870 marque la fin de la politique arabe : les bureaux arabes sont progressivement abandonnés. Dans l'administration des terres la politique de cantonnement des musulmans est remise à l'œuvre. Cependant les bureaux arabes renaissent au début de la guerre d'Algérie, c'est-à-dire en 1955, mais cette fois sous le nom de Section administrative spécialisée (SAS).

L'expérience acquise par les bureaux arabes en Algérie sera mise à profit dans les « affaires indigènes » au Maroc.

1. Une nouvelle administration : (1^{er} épisode – INFO 450 SAINT LUCIEN)

2. Fonctions et pouvoirs : (1^{er} épisode – INFO 450 SAINT LUCIEN)

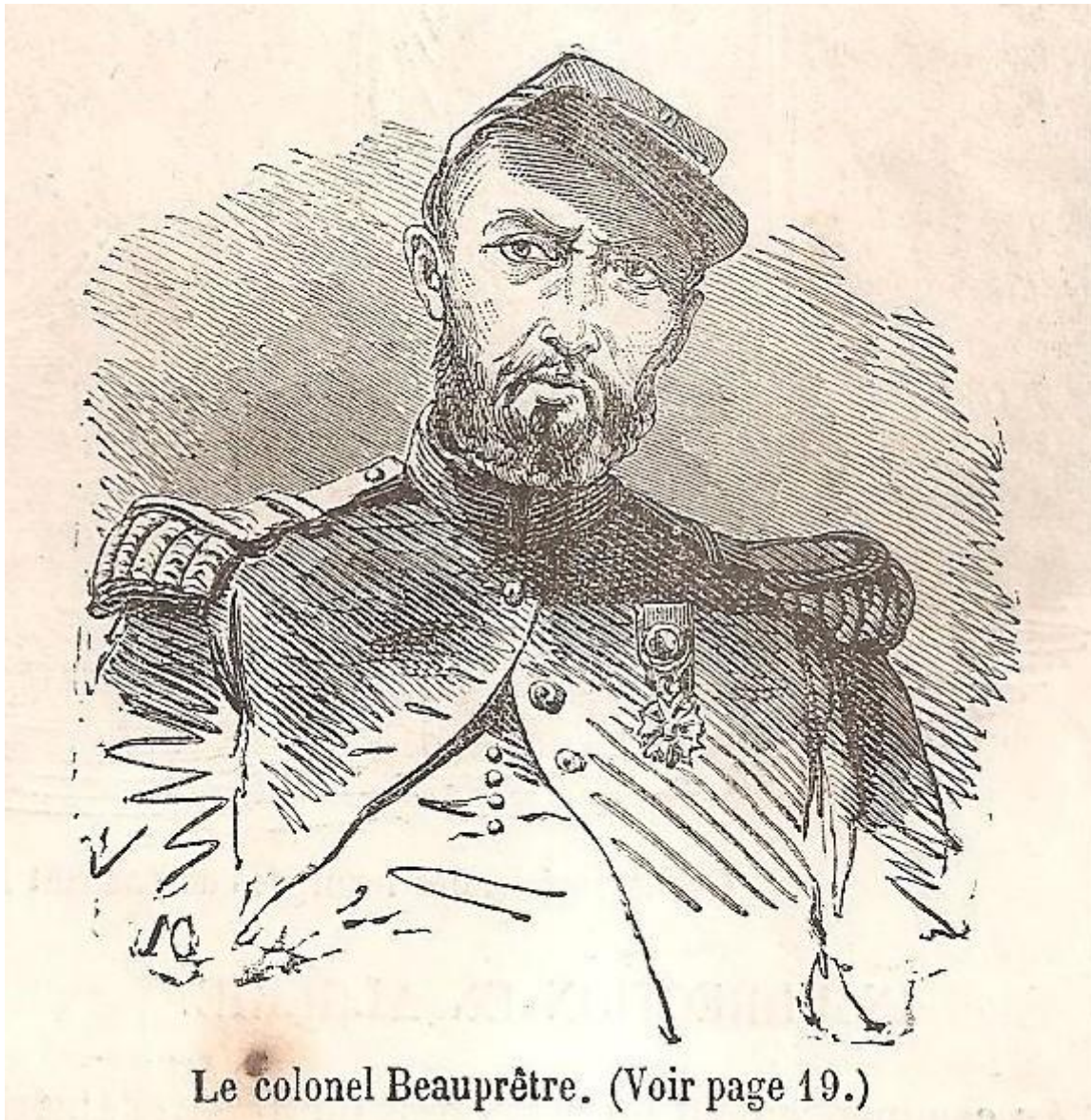
3. Les moyens d'action NOUVEAU

Dans ces conditions, il est évident que la qualité du personnel était l'élément fondamental. Or, contrairement à ce qu'écrivirent leurs adversaires, les officiers qui optèrent pour les affaires arabes, surtout ceux de la première génération, ne furent pas des médiocres mais l'élite de l'armée et cela se comprend : des fonctions aussi complexes devaient tenter surtout des hommes de caractère, aux aptitudes diverses, poussés sans doute par l'amour du pouvoir mais aussi, chez beaucoup, par un véritable idéal et le désir de servir ce qu'ils pensaient être une grande cause. Issus dans une forte proportion des Écoles d'officiers (60% dans l'Algérois de 1844 à 1856) et notamment de Polytechnique, lieutenants ou le plus souvent capitaines, c'étaient des hommes jeunes, ambitieux, qui avaient parfois subi l'influence des grands mouvements d'idées de l'époque : le catholicisme libéral et social, les théories socialistes de Fourier et de Saint-Simon notamment.

Citons quelques noms parmi ceux qui commandèrent en Grande Kabylie. Jean-Charles DEVAUX sert à BENI-MANSOUR et à DRA-EL-MIZAN et en 1859, il publie *Les Kebâïles du Djerdjura*, important ouvrage de 468 pages où il traite des mœurs des

habitants et présente leur organisation en clans et confédérations ; il donne aussi un recueil sur les divers *kanouns* des villages de la Grande Kabylie. Au capitaine qui devait passer par FORT-NAPOLEON (ndlr : FORT NATIONAL), DELLYS et BENI-MANSOUR, publie plusieurs études sur la Kabylie et notamment, en 1864, une brochure de 180 pages intitulée *Étude sur le passé et l'avenir des Kabyles et la colonisation de l'Algérie* dans laquelle il conseille de favoriser l'évolution des Kabyles et d'en faire les éducateurs des Arabes. Gaston de SONIS commanda le bureau arabe de Fort-Napoléon de 1859 à 1861 avant de s'illustrer dans le Sud et pendant la guerre contre la Prusse comme général commandant le 17^e corps d'armée. Le polytechnicien HANOTEAU, qui commanda à DRA-EL-MIZAN, FORT-NAPOLEON et DELLYS, publie en 1867 un important recueil (475 p.) de *Poésies populaires de la Kabylie du Djurjura*, texte et traduction ; puis en 1872, avec la collaboration de LETOURNEUX, conseiller à la Cour d'appel d'Alger, une œuvre capitale en trois forts volumes, *La Kabylie et les coutumes kabyles*. Au total, un personnel peu nombreux et, à la fin du Second Empire, moins de 200 officiers servaient dans les Bureaux arabes, dont un tiers peut-être en pays berbère, et administraient plus de deux millions d'Algériens.

Avec quels moyens ? On a pu estimer à seulement 1% la part du budget algérien consacré aux Bureaux arabes, ce qui en faisait une administration particulièrement économe. Il faut cependant préciser que le service des affaires arabes disposait de ressources, qui, pour ne pas être inscrites au budget, n'en étaient pas moins importantes. Il y avait tout d'abord les centimes additionnels à l'impôt arabe, et sous le nom de « dépenses communales », un certain nombre de dépenses auxquelles devaient pourvoir les tribus comme, par exemple, la nourriture des chevaux et des hommes du makhzen en tournée. Il existait aussi la possibilité de faire appel à des corvées et réquisitions, donnant lieu en principe à indemnisation mais pouvant aboutir à des abus. Le chef de bureau arabe exigeait parfois, pour des agents indigènes ou pour lui-même, une corvée spéciale, la *touïza*, visant à mettre en culture certaines terres et le capitaine BEAUPRÊTRE, chef de l'annexe de Béni-Mansour, fut accusé d'avoir fait cultiver à son profit une superficie assez vaste (50 hectares ?) pour lui avoir rapporté un revenu de 12 000 F par an. Cependant le contrôle fut de plus en plus efficace et il est certain que si les ressources marginales et les fonds secrets existèrent toujours, il eût fallu des possibilités autrement considérables pour assurer l'action économique et sociale à laquelle songèrent les Bureaux arabes.



[Le lieutenant-colonel BEAUPRÊTRE, commandant supérieur de Tiaret, se porta aussitôt vers le Djebel-Amour; le 8 avril 1864, il campait avec une petite colonne d'une centaine d'hommes d'infanterie à Ain Sidi bou Beker, près de STITTEN. Son camp fut surpris pendant la nuit, et il fut massacré avec toute sa colonne. Si Sliman fut tué dans cette affaire.]

Dans le domaine politique par contre, ils étaient mieux armés grâce à l'appui de la haute administration militaire et à l'institution du makhzen, empruntée aux Turcs, et qu'Azéma de MONTGRAVIER définit comme un « corps de cavalerie indigène, auxiliaire, irrégulière et privilégiée ». Pour LAPASSET, les hommes du makhzen sont « les yeux, les oreilles, les bras, les jambes » du bureau arabe et pour RICHARD, chef du bureau arabe d'Orléansville, c'est « l'instrument de l'ordre ». Ce makhzen ne fut cependant jamais très nombreux et chaque chef de bureau arabe n'eut à sa disposition que quelques dizaines d'hommes mais bien montés, bien armés et connaissant à merveille le pays, ils constituaient le noyau autour duquel, en cas de besoin, se groupaient d'autres éléments de tribus fidèles formant ce qu'on pourrait appeler « le parti français », résultat de l'action politique et militaire des Bureaux arabes.

L'action politique et militaire

4. La création du parti français

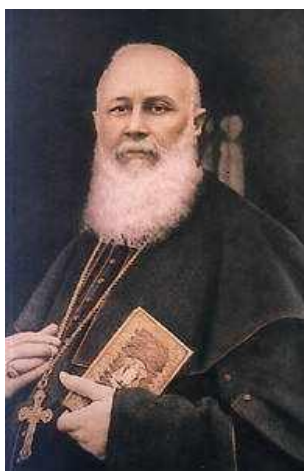
Puisque « dans ce pays l'aristocratie est tout et le peuple n'est rien » (Montgravier), c'est évidemment sur l'aristocratie qu'il faut s'appuyer pour agir et créer un parti qui non seulement acceptera la domination française mais en facilitera l'établissement.

Ces chefs dont le recrutement dépend essentiellement des Bureaux arabes seront choisis, à défaut des grandes familles de marabouts ou de djouad, parmi les notables jouissant d'un certain prestige. On fera donc appel à ceux qui traditionnellement exercent l'autorité, surtout lorsqu'il s'agit de khalifas, bachagas, aghas. Quelques familles, jugées irréconciliables, sont, dans l'immédiat tout au moins, écartées du commandement, comme les Berkani du cercle de CHERCHELL. Le cas est assez rare et souvent on réserve aux ralliés un sort privilégié : en 1847, par exemple, Omar Ben SALEM, qui vient de faire acte d'allégeance, obtient le titre de bachaga de l'Oued Sahel au détriment d'autres chefs fidèles depuis plus longtemps et le cas n'est pas exceptionnel. Il s'agit chaque fois de trouver l'homme qui, par son influence, est le plus susceptible de ramener l'ordre. On risque évidemment de s'attirer de nouveaux ennemis. D'où un jeu subtil de bascule à mener entre les familles, et parfois à l'intérieur d'une même famille, pour ménager l'amour-propre et les ambitions de chacun.

La confiance dans ces chefs traditionnels demeurait cependant médiocre et beaucoup pensaient, comme le capitaine RICHARD, qu'ils « sont obligés, dans leur position délicate, d'avoir, comme Janus, deux faces opposées. Pour nous qui les employons et qui payons leurs services au poids de l'or, ils ont la face du dévouement et de l'intelligence avancée qui comprend nos idées et veut nous aider à les appliquer ; pour le peuple qu'ils administrent, ils ont celle de la pureté musulmane qui souffre à notre contact et ne supporte notre domination que comme une calamité passagère à laquelle il faut se soumettre jusqu'à ce que Dieu l'ait fait disparaître ».

Dès lors l'autorité française s'efforce d'une part d'affaiblir progressivement les élites traditionnelles et, d'autre part, d'en faire surgir d'autres. La charge de Khalifa n'est plus accordée. On hésite à réduire l'autorité des chefs qui ont rendu de réels services mais lorsqu'ils disparaissent, leurs héritiers n'obtiennent pas les mêmes pouvoirs. On donne une importance accrue au recrutement des caïds issus du makhzen, simples chaouchs parfois ou cavaliers du bureau arabe et, plus encore, spahis. Ce sont là gens de petite extraction qui n'avaient pas le prestige des notables traditionnels mais étaient beaucoup plus dociles dans les mains des Bureaux arabes. Ainsi on évoluait vers une administration qui prenait de plus en plus les caractères d'une administration directe.

Il faudrait mettre à part la politique menée auprès des chefs religieux et des confréries dont la force se révéla surtout avec l'insurrection de 1845. Les Bureaux arabes n'adoptent pas une politique hostile à l'Islam et, en Kabylie notamment, l'islamisation était considérée comme une étape dans la voie de la civilisation, une moralisation relative des indigènes et, par suite, un moyen d'améliorer l'action du gouvernement. Par contre l'évangélisation apparaissait comme un danger et le bureau arabe s'en prend à l'action des missionnaires au point que Mgr LAVIGERIE rend HANOTEAU responsable de l'échec



Cardinal Charles LAVIGERIE (1825-1892)

de sa politique évangélique. Mais cette attitude ne signifie pas que les Bureaux arabes étaient favorables aux confréries, considérées avec méfiance parce que secrètes et entretenant des relations à l'extérieur (Maroc, Turquie). C'étaient essentiellement les Taïbia, les Derkaoua, les Kadiryas, les Tidjanya et les Rahmanya, ces derniers dominant l'est de l'Algérie et notamment dans la Grande Kabylie. Si les Tidjanya avaient plutôt soutenu les Français contre Abd el-Kader, les autres confréries paraissaient beaucoup moins favorables et les Bureaux arabes s'efforçaient de les contrôler, en apparence étroitement (dans leurs rapports ils fournissaient même le nombre des affiliés), en réalité difficilement.

Quel fut le résultat de cette action ? Ce ne fut certes pas un succès comme devait le montrer la grande révolte de 1871, mais peut-on parler d'échec général ? Il y eut rapidement à Fort-Napoléon un parti français et le makhzen du caïd El Hadj Ahmed lattaren ainsi que les goums de Belkassem ou Kassi rendirent de grands services au bureau arabe en arrêtant de nombreux voleurs et meurtriers. A partir de 1874, des gardes champêtres indigènes furent chargés spécialement du contrôle des forêts et de la police des montagnes du cercle de Fort-National. Pendant la grande révolte même, l'accord ne fut pas général contre les Français et une enquête sur les chefs indigènes dénombre 13 chefs demeurés favorables à la France contre 16 ayant pris le parti de l'insurrection.

5. La diplomatie et la conquête..... A Suivre INFO 452

3/ Algérie : presse sous pression

<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2789p008.xml4/medias-presse-algerienne-medias-algerie-presse-sous-pression.html>



[Un kiosque à Alger. © AFP]

Le montant des sommes dues par une quarantaine de journaux privés aux imprimeries publiques algériennes dépasse 20 milliards de dinars (environ 18,5 millions d'euros). Leur survie est en jeu.

Des mises en demeure viennent d'être adressées aux directeurs de ces publications quotidiennes et hebdomadaires : faute d'un règlement de leurs créances, elles seront interdites de parution. Des échéanciers devront être adoptés pour leur permettre de résorber progressivement leurs dettes.

Dans le cas contraire, certaines seront contraintes de mettre la clé sous la porte. Parmi les journaux menacés figurent le quotidien Echourouk, plus gros tirage de la presse algérienne avec environ 500 000 exemplaires - et une dette de 2,6 millions d'euros.

4/ Le Sénateur AUBRY Charles, Albert

Né le 22 juin 1853 à Saint Loup sur Semouse (Haute Saône) et Décédé le 27 février 1939 à Saint Eugène à Alger – Député de Constantine (1902-1906) - Sénateur de Constantine (1906-1920)

Profession Médecin



Biographie :

Engagé volontaire en 1870, dans le corps des francs-tireurs de Keller, alors qu'il n'avait que 17 ans, pour faire la campagne contre la Prusse, Charles, Albert AUBRY se conduisit avec bravoure et fut décoré de la Croix d'engagé volontaire.

Il fit ensuite ses études médicales et fut médecin militaire à Sétif jusqu'en 1880. Il s'établit plus tard médecin civil dans cette ville et se donna pour tâche la lutte contre les maladies les plus répandues et redoutées en Afrique du Nord, notamment les affections des yeux. Il fut à la fois ophtalmologiste, médecin et chirurgien.

Il entra au Conseil municipal de Sétif en 1888 et fut nommé maire en 1892. Il le resta jusqu'en 1929.

Conseiller général du canton d'Aïn-Abessa en 1895, il devint président du conseil général de Constantine en 1900. Il démissionna en 1906, lorsqu'il fut élu Député de la 1^{re} circonscription de Constantine aux élections générales législatives du 27 avril 1902, au 1^{er} tour de scrutin.

Inscrit au groupe de l'Union démocratique il fut membre de diverses Commissions. Il parla des tribunaux répressifs en Algérie (1903), et du service militaire de deux ans (1905). Il ne termina pas la législature, car s'étant présenté aux élections sénatoriales du 7 janvier 1906, il fut élu Sénateur de Constantine à la presque unanimité des votants (187 voix sur 192).

Ayant donné sa démission de Député le 19 janvier 1906, il s'inscrivit au groupe de la gauche démocratique de la Haute-Assemblée et s'attacha à la défense des intérêts algériens et à la prédominance française en Algérie. Membre de diverses Commissions, il intervint en plusieurs circonstances, notamment sur : la réglementation des débits de boissons (1907 et 1911) ; la création de l'Université d'Alger (1909); la révision du tarif général des douanes (1910); l'indigénat en Algérie (1914).

Il ne se représenta pas en 1920 et fut remplacé par Paul CUTTOLI.

Il se consacra désormais à sa ville de Sétif qu'il administra jusqu'en 1929 où il désira se retirer définitivement de toute compétition électorale.

Il mourut à Saint-Eugène, près d'Alger, le 27 février 1939.

L'éveil de Sétif et *La Dépêche de Constantine* publièrent à cette occasion des articles nécrologiques faisant l'éloge du disparu, unanimement regretté des populations algériennes.

5/ La CEDH valide l'interdiction du voile intégral en France

La Cour européenne des droits de l'homme avait été saisie par une Française qui contestait la loi votée fin 2010 en France.



La loi interdisant le voile islamique intégral en France n'est pas contraire aux droits de l'homme et poursuit un objectif "légitime", a tranché mardi la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) en rejetant la requête d'une adepte de la burqa et du niqab. Dans un arrêt définitif, la Cour a souligné que "la préservation des conditions du vivre ensemble était un objectif légitime" des autorités françaises, qui disposent à cet égard d'une "ample marge d'appréciation", et que par conséquent la loi votée fin 2010 en France n'était pas contraire à la Convention européenne des droits de l'homme.

La CEDH avait été saisie le jour de l'entrée en vigueur de cette loi en avril 2011 par une jeune femme qui se disait adepte aussi bien de la burqa - qui cache entièrement le corps, y compris les yeux derrière un tissu à mailles - que du niqab - qui couvre le visage pour n'en montrer que les yeux. La jeune femme de 24 ans, qui n'avait dévoilé que ses initiales (S.A.S), contestait cette loi qui précise que "nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage",

sous peine de 150 euros d'amende et/ou d'un stage de citoyenneté, jugeant notamment qu'elle était contraire à la liberté de religion. Elle estimait également, selon ses avocats, "dégradant" d'être forcée à se dévoiler dans les lieux publics. Et y voyait aussi une discrimination ainsi qu'une atteinte à ses libertés de pensée et d'expression.

Si la Cour se dit "consciente que l'interdiction contestée pèse essentiellement sur une partie des femmes musulmanes, elle relève qu'elle n'affecte pas la liberté de porter dans l'espace public des habits ou éléments vestimentaires qui n'ont pas pour effet de dissimuler le visage et qu'elle n'est pas explicitement fondée sur la connotation religieuse des vêtements, mais sur le seul fait qu'ils dissimulent le visage". Le gouvernement français avait notamment souligné que la loi n'était pas "antireligieuse", mais qu'elle portait en effet sur la dissimulation du visage par quelque moyen que ce soit dans l'espace public, et donc aussi à l'aide d'une cagoule ou d'un casque de moto...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : http://www.lepoint.fr/societe/la-cedh-valide-l-interdiction-du-voile-integral-en-france-01-07-2014-1842240_23.php

6/ Carcassonne : quand des paras du "3" célèbrent la victoire de l'Allemagne sur l'Algérie (VIDEO)

Quatre jours après les incidents qui avaient éclaté place Davilla au terme de la rencontre Algérie-Russie, et la rixe entre paras du "3" et supporters des Fennecs, la préfecture et la municipalité avaient prévu un dispositif de sécurité renforcé vendredi soir, avec les matchs France-Nigéria et Algérie-Allemagne au programme.

Ce matin, aucun incident notable n'était d'ailleurs signalé par les secours et les forces de l'ordre. Reste cette vidéo, postée sur les réseaux sociaux au cours de la nuit, et déjà largement partagée en ce début de matinée.

Sur ces images, postées sur son profil public par un membre du 3e régiment parachutiste d'infanterie de marine (3e RPIMa), plusieurs dizaines de personnes remontent la rue Victor-Hugo, en direction du boulevard de Varsovie. Un cortège très largement formé de membres du "3" qui, sur le coup des 1 h du matin, entonne une vibrante "Marseillaise".

Le "3" affirme ne voir "aucune allusion" à la rixe de la semaine passée

Jusqu'à-là, rien que de très normal... A l'exception du drapeau brandi en tête du défilé, celui de l'Allemagne. Un soutien affiché à l'équipe qui venait tout juste de sortir l'Algérie. Une célébration d'ailleurs largement commentée sur les réseaux sociaux, en des termes très éloignés d'une sympathique célébration footballistique. Au 3e régiment parachutiste d'infanterie de marine (3e RPIMa), ce matin, on choisissait de ne voir dans cette manifestation qu'une célébration de supporters, sans aucun lien avec la rixe de la semaine passée.

L'officier supérieur de permanence affirmait ne voir "aucune allusion" au triste événement : "C'est le drapeau de nos adversaires des quarts de finale. Des drapeaux français étaient aussi présents dans ce cortège. Il n'y avait peut-être pas de mât pour les porter plus haut."

Argumentation achevée en soulignant qu'"il n'y avait pas que des gens du "3" dans ce défilé. Ce n'était pas une sortie régimentaire". Certes, mais une sortie tout de même encadrée de "quelques personnels d'encadrement pour être sûr que les gens rentrent tranquillement". Un objectif visiblement atteint, d'après l'officier : "Ca s'est mieux passé que la semaine dernière..."

Cliquez SVP sur ce lien : [http://www.lindependant.fr/2014/07/01/carcassonne-quand-des-paras-du-3-celebrent-la-victoire-de-l-allemande.1902142.php#xtor=EPR-2-\[Newsletter\]-20140701-\[Zone_info\]](http://www.lindependant.fr/2014/07/01/carcassonne-quand-des-paras-du-3-celebrent-la-victoire-de-l-allemande.1902142.php#xtor=EPR-2-[Newsletter]-20140701-[Zone_info])

7/ Algérie : le refus de voir des bien-pensants

<http://blog.lefigaro.fr/rioufol/2014/06/algérie-le-refus-de-voir-des-b.html>

Par Ivan RIOUFOL

Le ministère de l'Intérieur est sur les dents : il fait savoir que 25.000 forces de l'ordre seront déployées massivement ce lundi soir pour le match Algérie-Allemagne. Par la voix d'Harlem Désir, le gouvernement invite les supporters de l'Algérie à la "sérénité". A Lille, Martine Aubry appelle "au calme". A Nice, Christian Estrosi interdit les drapeaux étrangers ostentatoires. Nombreux sont ceux qui redoutent le renouvellement des violences qui émaillent, comme jeudi soir, chaque rencontre impliquant l'Algérie. Dans *L'Opinion*, le spécialiste de l'islam, Gilles Kepel, observe : "Les matchs des Fennecs, l'équipe nationale, sont l'occasion de très fortes manifestations d'identité, avec une volonté de marquage territorial dans l'Hexagone. Ce n'est pas nouveau (...)". Vendredi, dans un entretien au *FigaroVox*, je faisais pareillement remarquer cette "recherche d'appropriation des lieux publics, parfois violente". Selon *Le Monde*, des supporters ont descendu les Champs-Élysées, jeudi soir, en criant, mais en arabe, "On a gagné !". Sur les nombreuses vidéos mises en ligne sur cette soirée, il est aisé d'entendre notamment : "La France est à nous ! La France est algérienne !". Le ramadan, qui vient de s'ouvrir, s'annonce

comme un marqueur culturel supplémentaire. Il fait entrer spectaculairement la religion musulmane dans le Mondial. Les informations entendues ce week-end sur les radios insistaient sur le fait que les Fennecs entendaient s'en tenir aux interdits alimentaires et s'en remettre à leur force intérieure. Bref, il faut être aveugle et sourd - ou de mauvaise foi - pour ne rien voir du problème d'appartenance à l'Algérie et à l'Islam posé, en France, par ces supporters majoritairement français. Pourtant, nombre d'éditorialistes ayant leur rond de serviette dans les chaînes d'information persistent à ne rien trouver d'anormal, sinon chez ceux qui s'inquiètent.

En mai 2013, les razzias du Trocadéro, causées par des voyous des cités, avaient été mises sur le compte des "ultras" du PSG par les laveurs de cerveaux professionnels. Les dénégationnistes à cartes de presse n'hésitaient pas non plus à qualifier d'extrême droite l'ensemble des manifestants contre le mariage homosexuel, au prétexte d'échauffourées de fin de parcours avec les forces de l'ordre. Cette fois, les mêmes journalistes bien pensants mettent en garde contre les amalgames entre supporters et casseurs, en banalisant ces derniers sans vouloir s'interroger sur le rejet de la France que portent aussi les violences et les drapeaux algériens à foison. Certains des adeptes de la pensée lisse voient même l'ombre complotiste des "réacs" dans les incompréhensions suscitées par les comportements si peu sportifs de ces amateurs de football. Or ce refus de chercher à décrire ce qui se voit comme le nez au milieu de la figure, c'est-à-dire l'échec du "vivre-ensemble" lié à la faillite de l'assimilation, donne une fois de plus à Marine Le Pen l'occasion d'apparaître comme le seul responsable politique capable de s'indigner de ces mauvaises manières faites à la France. Plutôt que de rejeter d'emblée sa proposition de supprimer la double-nationalité, la classe politique serait plus courageuse (on peut rêver...) si elle acceptait de reconnaître les faits dans leur brutale évidence, afin d'y apporter des réponses. Dans *L'Humanité* de ce lundi, une algérienne témoigne : "C'était différent pour notre génération, on voulait se fondre alors que les enfants nés en France revendiquent le fait d'être algériens. L'engouement pour cette équipe (de football) est aussi la traduction d'un malaise". Ce malaise, il serait temps que les propagandistes du tout va bien l'analysent, honnêtement.

8/ Commémoration des massacres du 5 juillet 1962 d'Oran

Nice commémore le 5 juillet comme chaque année, **le samedi 5 juillet à 10h30** dépôt de gerbes au monument aux morts d'Algérie au Square Alsace-Lorraine et à la messe de 11h qui suit, à Saint Pierre d'Arène toujours concélébrée par les Pères Maximilien et François Scotto.

Geneviève de TERNANT.

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude Rosso